

**Zeitschrift:** Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire  
**Band:** 27 (2020)  
**Heft:** 1: Schweiz und Ostasien : Vernetzungen und Verflechtungen = Suisse et Asie de l'Est : réseaux et interconnexions

**Buchbesprechung:** Allgemeine Buchbesprechungen = Comptes rendus généraux

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 18.10.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

---

## Allgemeine Buchbesprechungen

### Comptes rendus généraux

Alain Corbellari

#### Le Moyen Âge à travers les âges

Neuchâtel, Alphil, coll. «Focus», 2019, 136 p., Fr. 19.–

Alain Corbellari, professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Lausanne et à l'Institut de littérature française de l'Université de Neuchâtel nous convie à un fascinant voyage à travers la réception de l'imaginaire médiéval dans la modernité. L'auteur part d'un constat: «Il ne suffit pas d'aimer le Moyen Âge pour en étudier les déclinaisons actuelles, il faut aussi le connaître» (10). Ce Moyen Âge fascine autant qu'il dépayse. L'auteur envisage donc, en neuf chapitres, de mettre en perspective ce Moyen Âge à la lumière des représentations que chaque époque a pu s'en faire.

Un premier chapitre («Le Moyen Âge par lui-même – de Chrétien de Troyes à Pierre Sala») met en lumière une littérature médiévale qui se développe, en s'inspirant du passé, dans un constant renouvellement, tant dans ses formes que dans les publics qu'elle vise. Vers 1300 déjà, chansons de geste et romans arthuriens rencontrent de nouvelles relectures. À travers des «mises en prose actualisantes», ces œuvres imprègnent la littérature européenne jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle, à l'image de la réécriture du *Chevalier au Lion* de Chrétien de Troyes que Pierre Sala dédie à François I<sup>er</sup> en 1522.

Un deuxième chapitre («Le Moyen Âge refoulé – de Pétrarque à Voltaire») nous emmène dans les méandres de la construction d'un jugement ambigu porté sur le «Moyen Âge» qui ne s'impose qu'à travers le temps et qui ne se fixe qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle. C'est en effet avec les Lu-

mières que le mépris du Moyen Âge acquiert une valeur archétypale: «Voyant dans cette époque l'antithèse toute trouvée à leur foi dans le progrès, le parti des Philosophes va achever de diaboliser le Moyen Âge en forgeant une argumentation dont les termes imprègnent encore notre langage courant et nos réflexes idéologiques» (34).

Un troisième chapitre («Le Moyen Âge contre les Lumières – de Fauchet à Stendhal») rend compte des premiers défenseurs modernes qui contribuent à réévaluer l'idée même de Moyen Âge. C'est l'époque des «Antiquaires» qui se situent dans le camp opposé à celui des Lumières. Cet intérêt nouveau donne lieu à d'importantes rééditions de textes français médiévaux qui s'appuient sur un authentique travail d'érudition.

Les romantiques retiennent l'attention du quatrième chapitre («Le Moyen Âge rose et noir des romantiques – de Walpole à Flaubert») qui cohabitent avec les derniers thuriféraires du «Moyen Âge troubadour». Un cinquième chapitre («Le Moyen Âge érudit – de Bodmer à Bédier») retrace l'essor de l'érudition moderne concomitante, en ce XIX<sup>e</sup> siècle, à la montée des nationalismes. En cette période positiviste, on se distancie du Moyen Âge jugé le plus souvent négativement. Une réhabilitation de la littérature médiévale s'opère réellement avec Joseph Bédier (1864–1938). Un sixième chapitre («Le Moyen Âge idéalisé – de Bloy à Aragon») évoque comment l'Angleterre – où le romantisme persiste sans discontinuité dans l'idéalisation de l'imaginaire médiéval – devance d'un bon demi-siècle l'attitude qui s'impose en France avec le symbolisme. L'auteur sou-

ligne l'engouement éditorial de l'entre-deux-guerres pour la littérature médiévale. L'idée que l'on se fait du Moyen Âge s'imprègne du renouveau que connaît le catholicisme. Les années 1930 voient des auteurs d'horizons divers défendre une certaine idée positive de l'art médiéval. La Seconde Guerre mondiale polarise ensuite les contradictions inhérentes à l'utilisation à la fois artistique et idéologique de l'imaginaire médiéval: «Pour le pire, d'abord, parce que celui-ci sera massivement mis à contribution par l'imaginaire fasciste. [...] Pour le meilleur aussi, cependant, parce que les poètes de la Résistance exalteront à de nombreuses reprises le souvenir des écrivains et des monuments médiévaux vus comme les garants de l'âme immortelle de la France» (90). Le chapitre 7 («Le Moyen Âge suspecté – de Twain à Kristeva») évoque une époque, celle de l'après-guerre, pour laquelle le Moyen Âge devient une donnée encombrante du passé. Les Trente Glorieuses marginalisent d'ailleurs durablement le Moyen Âge qui occupe dès lors une place plus limitée dans les entreprises éditoriales. Et pourtant, si le Moyen Âge est mis à l'écart de la grande littérature, celui-ci trouve un certain écho dans des genres plus populaires, tels que la bande dessinée, le roman historique ou le cinéma hollywoodien, dans une vision souvent idéalisante. Clichés et stéréotypes ont bonne place dans ces formes d'expression comme dans la chanson populaire des années 1960 (France Gall et son *Sacré Charlemagne...*). En parallèle, l'érudition médiévale poursuit son chemin mais les figures rassembleuses – tel qu'avait pu l'être Bédier – se font plus rares.

L'ouvrage se poursuit avec le souhait de montrer la pluralité des attitudes observées depuis les années 1970 (chapitre 8: «Le Moyen Âge réhabilité – de Zumthor à George R. R. Martin»). Le «post-modernisme» qui marque la fin des Trente Glorieuses s'accompagne en effet d'un

sens de l'éclectisme et de la pluralité des références. Pour le Moyen Âge, cela représente «une chance inespérée de retour, sinon de ses valeurs, du moins de son imaginaire» (101). Le genre narratif de l'*heroic fantasy* témoigne de cette résurgence de l'imaginaire médiéval dans les médias populaires. On observe au même moment, dans une perspective érudite, un médiévisme qui gagne en visibilité comme en témoigne la création de collections d'éditions bilingues de littérature médiévale. Le domaine de l'histoire participe pleinement de ce renouveau médiéval à travers les travaux de Fernand Braudel, Georges Duby et Jacques Le Goff. Plus généralement, on assiste à un regain d'intérêt pour le roman historique, lui aussi renouvelé. L'utilisation de cet imaginaire médiéval – qu'il véhicule une vision «noire» désenchantée, ou au contraire «rose» – contribue à une réappropriation éminemment ludique du Moyen Âge.

Un dernier chapitre se concentre précisément sur la bande dessinée «comme un cas d'espèce qui me paraît particulièrement représentatif du rapport qu'un art réputé emblématique de la modernité peut entretenir envers l'époque médiévale» (13). C'est une approche originale que nous propose A. Corbellari sur quatre-vingts ans d'histoire de la BD médiévalisante en partant de la première série créée par Harold Foster en 1937 (et publiée jusqu'en 1971) – *Prince Valiant* – en passant par *Johan et Pirlouit* et *Les Schtroumpfs*. Bien d'autres séries sont encore mentionnées qui démontrent également un glissement d'une partie de la BD médiévalisante vers la BD historique, tel que *Le Troisième Testament* d'Alice et Dorison (1997–2003) et *Le Trône d'argile* (publié depuis 2006). On peut en effet espérer, comme l'exprime l'auteur, que l'amateur de jeux vidéo, de jeux de rôles et autres reconstitutions trouvera ici les éléments susceptibles de nourrir ses propres réflexions.

À l'issue de ce parcours, le chercheur aguerri ou l'amateur éclairé auront trouvé de quoi se rassasier. Ce petit ouvrage particulièrement dense, empli de références, témoigne de l'érudition de son auteur. Un regret peut-être: le titre ne laisse pas présager la perspective avant tout littéraire de l'ouvrage. On retiendra surtout son regard enthousiaste et engagé sur ce Moyen Âge qui fascine, car «il fait miroiter toutes les genèses possibles d'un monde qui est toujours le nôtre» (14).

*Noëlle-Laetitia Perret (Fribourg)*

**Thalia Brero**  
**Rituels dynastiques et mises en scène du pouvoir**  
**Le cérémonial princier à la cour de Savoie (1450–1550)**

(Micrologus Library, 84), Florence, Sismel – Edizioni del Galuzzo, 2017, xxvii + 701 S., € 90,-

Seit langem bereichern die Mediävist\*innen der Universität Lausanne unser Wissen um die Geschichte Savoyens markant – und die vorliegende, schon vom Umfang her eindrucksvolle Studie von Thalia Brero fügt sich nahtlos in die Reihe der unter der Ägide von Agostino Paravicini Bagliani entstandenen Arbeiten ein. Es würde der Autorin aber nicht gerecht, ihre Leistung auf einen – wenngleich gewichtigen – Beitrag zu einer wissenschaftlichen Schule zu reduzieren: Vielmehr demonstriert der aus einer 2013 in Lausanne verteidigten und mehrfach preisgekrönten Dissertation hervorgegangene Band ihre intellektuelle Eigenständigkeit und ihren beeindruckend weiten Horizont, sowohl hinsichtlich der analysierten Materialien und deren geografisch-kulturell breiter Einbettung wie bezüglich der umsichtigen theoretischen und methodischen Grundierung.

In sieben Abschnitten fasst Brero ihren Gegenstand, der die Überlieferung des

Herzogtums Savoyen für kulturhistorische Fragestellungen mit einem europäischen Horizont öffnet. Im Zentrum steht die zeremonielle Ausgestaltung ritueller Anlässe, die eng mit der herzoglichen Familie verbunden sind und zugleich politische Bedeutung aufweisen. Geordnet wird das Material nach dem Lebenszyklus einer neugegründeten Familie: Beginnend mit den Hochzeiten, führt der Weg über die feierlichen Einritte («joyeuses entrées») sowie die Taufen der aus den Ehen resultierenden Kinder bis zu den – konsequent am Ende stehenden – Begräbniszeremonien. Kapitel I präsentiert zunächst als ereignisgeschichtliche Grundlage die Geschichte Savoyens von der Glanzzeit Amadeus' VIII. bis zu den (existenziellen) Krisen im Rahmen der Italienkriege des 16. Jahrhunderts (3–68), Kapitel II stellt die zentrale Quellenbasis vor. Savoyen ist in der Forschung vor allem für seine dichte Rechnungsüberlieferung berühmt, aber Brero fokussiert auf ein spezielles Genre, nämlich die Beschreibungen öffentlicher zeremonieller Akte. Erste Ansätze hierzu können bereits im 15. Jahrhundert ausgemacht werden, aber als eigenständige Gattung begegnen derlei Texte in Savoyen erst nach der Wende zum 16. Jahrhundert – und zunehmend ab den 1520er-Jahren (83–90; zum späten Einsatz des Drucks 104–106). Den eigentlichen Kern der Arbeit bilden die Kapitel III–VI zur zeremoniellen Ausgestaltung der Feierlichkeiten, die mit den Eheschlüssen, Einritten, Taufen und Begräbnissen verbunden sind. Ein siebtes Kapitel, dem noch ein knappes Gesamtfazit folgt, fragt schliesslich in der Gesamtschau, ob das detailliert aufgefächerte «fürstliche Zeremoniell» («cérémonial princier») als System zu deuten ist. Abgerundet wird der Band durch eine Reihe genealogischer Tafeln (567–571), eine Karte des Herzogtums Savoyen im frühen 16. Jahrhundert (572) sowie ein ebenso ausführliches wie

hilfreiches «Biographisches Repertorium», das knappe Hinweise zur Einordnung der wichtigsten Protagonist\*innen bietet (573–623). Eine Bibliografie und ein Register erschliessen das Werk, das mit elf Farbabbildungen illustriert ist.

Es wäre vermessen, die reichen Inhalte im Rahmen einer Besprechung umfänglich wiedergeben zu wollen: Die wunderbar eingängig geschriebene und äusserst sorgfältig redigierte Studie präsentiert zahlreiche bemerkenswerte Details. So ist zu erfahren, dass die portugiesische Begleitung der jungen Beatrix von Portugal offenbar über die «bise» als Geste der Begrüssung verwundert war, die sie auf dem Weg zu Beatrix' zukünftigem Gemahl Karl II. von Savoyen 1521 bei einem Aufenthalt in Marseille kennenlernte (208), oder dass sich ein savoyischer Gast der Hochzeitsfeierlichkeiten beim Tanz dadurch hervortat, dass er schweissgebadet seinen Mantel abwarf und im Hemd dastand (222). Wundern darf man sich auch über den Umgang mit den Gebeinen Karls II., der als Herzog ohne Land 1553 in Vercelli starb und wohl so formlos beigesetzt wurde, dass man kaum etwas darüber weiss. Sein Sarg wurde aber 1637 in der Sakristei der Kathedrale auf einem Schrank gefunden (471).

Derlei Anekdotisches mag erheitern, während man andernorts eher betroffen von der erschreckend hohen Sterblichkeit der Nachkommen Karls II. und seiner Gemahlin Beatrix erfährt (456–457), wobei Letztere zudem selbst an den Folgen der Geburt ihres zehnten Kindes im Alter von nur 34 Jahren starb (460). Der eigentliche Wert der Studie besteht aber in der minutiösen Darstellung der zeremoniellen Akte in ihrer historischen Entwicklung. Dabei arbeitet die Autorin ein ums andere Mal umsichtig Einflüsse und Umstände heraus, die aufzeigen, wie stark die feierliche (oder schlichte) Anlage jedes Zeremonialakts stets auch situativ bedingt war: Die

Taufe eines präsumptiven Nachfolgers in der Herrschaft wurde festlicher begangen als die seiner nachgeborenen Geschwister (323), das Begräbnis einer Herzogsmutter feierlicher ausgestaltet als jenes einer ehemaligen Herzogin, die ohne Nachkommen geblieben war (wenngleich es sich bei Margarethe von Österreich doch immerhin um die Tochter eines Kaisers handelte) (448–450). Damit bietet die Arbeit letztlich einen Beitrag zum Verhältnis von Ereignis und Struktur in historischer Perspektive. Während einerseits normative Vorgaben oder Traditionen die Anlage des Zeremoniells bestimmten, bestand zugleich grosse Flexibilität in den Details der Ausgestaltung. Erst diese Flexibilität machte die «dynastischen Rituale» zu einem effizienten Medium der politischen Kommunikation, mit dem etwa ein faktisch schwacher Herzog wie Karl II. versuchen konnte, durch exaltierte Repräsentation Rang und Geltungsansprüche zu wahren (559–563). Dass in seiner Zeit eine Professionalisierung der Festorganisation zu beobachten ist (530), stellt eine über Savoyen hinausweisende Entwicklung dar, die ihm wohl entgegengekommen sein mag.

Gesamthaft bietet Savoyen, das Brero als Macht zweiten Ranges charakterisiert, die dennoch eine wichtige Rolle in der europäischen Politik spielte (557), ein vielfältiges Bild: Einerseits orientierten sich die Grafen und Herzöge wiederholt, wenn auch oft verzögert, an den rituellen Entwicklungen benachbarter Herrschaften (allen voran Frankreich und Burgund). Man mag es als Versuch zeremonieller Stuserhöhung deuten, wenn herzogliche oder gar königliche Gebräuche übernommen wurden, wie etwa der Gebrauch eines Baldachins beim Einritt oder die separate Herzbestattung (514–516). Dabei spiegelt das savoyische Beispiel Praktiken, die auch andernorts zu beobachten sind, wenn etwa die Eltern des Täuflings bei der Tauf-

zeremonie abwesend sind oder Frauen nicht an den Trauerzügen für männliche Verstorbene teilnehmen. Zugleich begegnen aber auch markante Eigenheiten: So existierte in Savoyen vom 14. bis zum 16. Jahrhundert gerade keine stabile Grablegetradition, obwohl man mit Haute-combe schon früh über eine Nekropole verfügte (396), und die «joyeuses entrées» der Herzoginnen wurden feierlicher ausgestaltet als jene der Herzöge (310). Es ist Breros Verdienst, das aufschlussreiche savoyische Material in vorbildlicher Weise mit einem vergleichenden Blick aufgearbeitet zu haben, sodass die Darstellung zahlreiche Anschlussmöglichkeiten und Bezüge eröffnet. Eine solche Öffnung bringt es stets mit sich, dass man in der sehr internationalen Bibliografie das eine oder andere Werk vermisst – so hätten zu den Einritten die Publikationen Gerit J. Schenks zum «Adventus» im Reich sicher Wertvolles beitragen können oder zur Darstellung von Rang und Status die reichhaltige (und ebenfalls vergleichend ausgreifende) Habilitationsschrift von Jörg Peltzer. Insgesamt bleibt die Zahl solcher Desiderate aber äusserst gering, lediglich Ursula Giessmanns Dissertation zum Papat Felix' V./Amadeus VIII. vermisst man deutlich. Dass ein Aufsatz des Rezensenten zu Weinbrunnen nicht erwähnt wird, obwohl solche Anlagen wiederholt eine Rolle spielen (203, 248, 300), nimmt dieser hier schlicht als Anregung, seine damalige Sammlung um weitere Beispiele zu ergänzen: etwa um die metallene «pucelle», aus deren Brüsten im Jahr 1502 beim Einritt Margarethes von Österreich in Brou Wein floss (300) – eine Anlage, die ausgerechnet die Kartäuser von Seillon bereitgestellt hatten ... Kurz: Man darf der Autorin zu einer gelungenen Publikation gratulieren, der eine grosse Leserschaft zu wünschen ist.

**Philipp Zwyszig**  
**Täler voller Wunder**  
 Eine katholische  
 Verflechtungsgeschichte der Drei  
 Bünde und des Veltlins (17. und  
 18. Jahrhundert)

Affalterbach, Didymos, 2018, 468 S., € 59,-

Fruit d'une thèse soutenue à l'Université de Berne, l'ouvrage de Ph. Zwyszig contribue de manière significative à renouveler non seulement l'histoire religieuse des Alpes suisses et italiennes, mais aussi l'histoire plus large du catholicisme tridentin. Face aux travaux récents de Randolph Head et d'Ulrich Pfister, qui ont surtout analysé les rapports entre catholiques et protestants dans les Grisons, Zwyszig déplace la focale à deux égards. D'abord, il examine conjointement les Grisons et la Valteline; ensuite, au lieu de mettre au premier plan les tensions interconfessionnelles, il se penche sur les liens tissés au sein du catholicisme, entre cette région frontalière et les centres de pouvoir italiens, notamment Rome et Milan. C'est ainsi qu'il a écrit une «histoire croisée du catholicisme» des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, comme l'indique le sous-titre du livre.

L'auteur a surtout dépouillé la correspondance de la congrégation de Propaganda Fide, les collections de littérature pieuse, les archives épiscopales de Coire et de Côme. En s'appuyant sur ces sources ainsi que sur le vaste panorama d'une historiographie polyglotte, il révèle les processus qui ont transformé des vallées alpines en un laboratoire stratégique de la piété baroque italienne.

L'ouvrage est divisé en trois parties, dont la première est consacrée à l'intensification des liens transrégionaux entre les vallées alpines et les épiscopats de la Réforme catholique. Cette intensification est provoquée d'une part par la guerre de la Valteline qui éclate en 1620 et qui implique quasiment toutes les grandes puissances

européennes, d'autre part par la création en 1621 de la mission dite rhétique, confiée aux Capucins et mise sous la tutelle de Propaganda Fide. Zwyszig a raison d'insister sur le fait qu'il ne s'agissait pas d'un mouvement à sens unique. Certes, la plupart des missionnaires capucins viennent d'Italie. Mais inversement, de nombreuses personnes dont la mobilité renforce les connexions entre la région alpine et la Curie romaine sont originaires des Grisons et de la Valteline, terres de migration par excellence. Ces individus et leurs rôles sont difficiles à saisir à travers les sources, mais Zwyszig a réussi à en identifier quelques-uns – par ailleurs uniquement des hommes, comme Giovanni Giodoco, originaire de Zernez, théologien et agent romain de l'évêché de Coire (104–6). S'y ajoutaient encore les activités du nonce papal installé à Lucerne ainsi que les fondations rivales en provenance de Milan et de France. Tout ce jeu d'influences extérieures ne surprendra peut-être guère les historien·ne·s du catholicisme tridentin. Mais le mérite de Zwyszig consiste à rendre compréhensible cet imbroglio de forces «translocales», tout en montrant que celles-ci n'affaiblissent souvent pas l'autonomie des communautés paroissiales. La deuxième partie s'intitule «Paysages de grâces baroques: appropriations et interprétations d'un espace de frontière confessionnelle». Zwyszig ne poursuit pas explicitement la question, récemment posée par Bertrand Forclaz, de savoir si la Suisse moderne présente les caractères d'une «frontière de catholicité» (concept forgé par Pierre Chaunu). Pourtant, cette partie de l'ouvrage souligne bien à quel point la multiplication des lieux de grâce (*Gnadenorte*) et la sacralisation du paysage étaient conditionnées par le désir d'ériger une barrière dévotionnelle face à la Réforme protestante, «*di frontiera all'eresia*» selon un livret de pèlerinage de l'époque (242). Ici, Zwyszig embrasse

la perspective des capucins et des autres ecclésiastiques qui investissaient toutes les ressources de la Réforme catholique dans cette région alpine – des constructions et embellissements d'églises aux processions et chemins de croix, en passant par les reliques tirées des catacombes romaines. Selon ce clergé réformateur, mais aussi selon Zwyszig, cette offre variée était «assidûment» (272) accueillie par les laïcs en perpétuelle quête de miracles et d'indulgences.

La troisième partie, la plus courte et la plus dense de l'ouvrage, aborde les nuances de cette demande laïque. L'auteur fait sien le vocabulaire d'«offre» et de «demande» (299 f.) pour analyser ce qu'il appelle les «économies du salut et du malheur» (*Ökonomien des [Un-]Heils*). À travers plusieurs études de cas saisissantes, Zwyszig déchiffre les dynamiques du merveilleux qui pouvaient se déclencher dans un paysage aussi chargé de sacralité que celui des Grisons et de la Valteline catholiques. Par exemple, à Disentis, où se trouve une puissante abbaye bénédictine, ce sont bien les laïcs eux-mêmes qui découvrent la puissance d'une Mater Dolorosa, statue autour de laquelle se forme un sanctuaire à répit au début du XVIII<sup>e</sup> siècle. Des parents d'enfants mort-nés y apportent donc les corps de ces derniers dans l'espoir d'une résurrection momentanée, qui permet le baptême indispensable au salut éternel. Les bénédictins n'apprécient guère ce culte peu orthodoxe, et même le capucin qui avait introduit la Mater Dolorosa à Disentis ne semble pas avoir prévu ce développement. Plus généralement, l'Église comme institution avait besoin de miracles pour marquer les territoires de la grâce et de la foi catholique; les miracles, eux, n'avaient pas forcément besoin de l'Église. C'est en prêtant attention à ce genre d'ambiguïtés que Zwyszig évite finalement de trop céder au récit d'une confessionnalis-

tion soigneusement orchestrée et étroitement contrôlée par la Curie romaine et le clergé.

Dans une brève conclusion générale, l'auteur met néanmoins l'accent sur la réussite de cette confessionnalisation: «Les capucins italiens de la mission rhétique et d'autres protagonistes de la Réforme catholique intégrèrent avec succès les vallées alpines des Grisons et de la Valteline à l'espace culturel du catholicisme italien» (391). L'auteur semble hésiter entre deux notions: celle de croisement (*Verflechtung*), qui évoquerait des influences réciproques et des échanges multidirectionnels, et celle d'intégration, qui signifierait plutôt une seule directionnalité hégémonique entre un centre romain, actif et intégrateur, et une périphérie alpine, objet de cette intégration. Une seconde interrogation porte sur l'économisation conceptuelle des phénomènes religieux que Zwyszig adopte à la suite de Peter Berger et de tant d'autres qui ont perçu un marché des religions dans le monde contemporain. Certes, cela lui permet de décrire finement les phénomènes de concurrence entre sanctuaires. Cependant, on aurait souhaité qu'il analyse aussi le mélange de registres métaphoriques qui semble davantage caractériser la pensée baroque de la sainteté. Les sources citées par Zwyszig nous parlent des saints comme d'«avocats» auprès de Dieu (registre du droit); souvent les saints apparaissent aussi comme des «patrons» par rapport aux fidèles-«clients» (registre sociopolitique); enfin, quoique l'on puisse considérer les grâces divines comme autant de dons, une économie du don ne diffère-t-elle pas essentiellement d'une économie de marché?

Un dernier bémol à ce livre pourtant extrêmement riche et lucide: l'époque baroque y apparaît comme un bloc isolé dans le temps. En amont, quelle était la culture religieuse dans les Grisons et dans

la Valteline au XVI<sup>e</sup> siècle? Zwyszig nous en dit fort peu. Or, il note que les premiers missionnaires capucins, en arrivant dans les années 1620, dressent un état désolant du catholicisme alpin, pour mieux faire valoir la nécessité de leur présence... quoi d'étonnant que, cent ans plus tard, ils se félicitent au contraire de la ferveur exemplaire qu'ils auraient inculquée entre-temps au peuple (122–131)? L'auteur risque de reproduire trop fidèlement ce schéma missionnaire quand il affirme que les capucins apprirent de nouvelles «compétences» religieuses aux laïcs (388). En aval, il s'abstient de mettre en rapport le Baroque avec ce qui lui succéda dans la région: les Lumières catholiques? Un grand choc au temps de la Révolution française? Une réaffirmation ultérieure des appartenances romaines au sein du catholicisme? Ph. Zwyszig a choisi de ne pas consacrer d'épilogue au déclin – ou aux permanences – du modèle baroque, mais il a jeté d'excellentes bases pour des recherches futures qui pourraient reprendre cette question.

*Kilian Harrer (Wisconsin)*

**Vitus Huber**  
**Beute und Conquista**  
**Die politische Ökonomie der**  
**Eroberung Neuspaniens**

Frankfurt am Main, Campus, 2018, 432 S., € 39,95

**Vitus Huber**  
**Die Conquistadoren**  
**Cortés, Pizarro und die Eroberung**  
**Amerikas**

München, C. H. Beck, 2019, 128 S., € 9,95

Noch 500 Jahre nach der Landung von Hernán Cortés in Mesoamerika sorgt die Conquista für politischen Streit, wie die Forderung des mexikanischen Präsidenten López Obrador an das Papsttum und das



spanische Königshaus zeigt, sie sollten für die damaligen Geschehnisse um Entschuldigung bitten. Dieser Jahrestag hat auch den Beck-Verlag dazu animiert, nicht nur eine Cortés-Biografie, sondern auch ein neues Bändchen der Wissen-Reihe zum Thema «Die Conquistadoren» drucken zu lassen. Die Wahl fiel für Letzteres auf Vitus Huber – und diese Wahl erwies sich als glücklich.

Huber hat 2018 ein auf seiner Dissertation basierendes und gut lesbares Buch zum Thema «Beute und Conquista» veröffentlicht, in dem er sich eine Analyse der Conquista jenseits der älteren Grosse-Männer-Erzählungen vornimmt. Darin entwickelt er eine politische Ökonomie der Eroberung Neuspaniens (Peru spielt nur eine untergeordnete Rolle), die die Frage ins Zentrum stellt, wie Beuteerwartungen, -verteilung und -sicherung den Vorgang der Eroberung und des Aufbaus eines Kolonialreichs prägten. Huber verteidigt die These, Mechanismen der Beuteverteilung und -sicherung hätten nicht nur Männer dazu animiert, in diese fremden Länder einzumarschieren, sondern auch dort zu bleiben und Staatsbildung zu betreiben. Nicht alles ist neu: Die Forschung hat sich bereits für die Frage nach der Beute und ihrer Verteilung interessiert. Dennoch ist es die erste Monografie, die Beute- und Gnadenökonomie in den Vordergrund rücken lässt. Huber verteidigt die These, es sei nicht religiöser Eifer, chevalereske Abenteuerlust und schon gar nicht ein planmässiges Vorgehen der Krone, die die Conquista in Gang brachten, sondern bestimmte Praktiken der Beuteverteilung. Damit wird eine präzisere Analyse der Conquista und der Entstehung von Kolonialität entfaltet. Die Monografie ist in drei Teile gegliedert. Im ersten werden die Verträge vor den Eroberungszügen unter die Lupe genommen. Huber zeigt, dass sich die Verträge zwischen der Krone und den Kapitänen

im Laufe der Jahre änderten: Während die Krone anfangs bereit war, Geld in die Suche nach einer neuen Seeroute nach Asien zu investieren, kassierte sie in den späteren Etappen der Conquista das königliche Fünftel (20 % der Beute) ein, ohne selbst Risiken zu tragen. Die Conquista war zum Selbstläufer geworden. Huber stellt dar, dass die Kontraktualistik stets der Logik einer Verteilungsgerechtigkeit folgte. Dass die Conquistadoren mehr Beuteanteile erhalten sollten, je besser sie ausgerüstet waren, verschaffte einen Ansporn zu investieren. Entscheidend war auch, dass besonderer Eifer und Verdienst durch zusätzliche Beuteanteile belohnt werden sollten. Die Beteiligung an der Beute war ergebnisorientiert, was sich motivierend auswirkte. Da die Conquistadoren oft verschuldet waren und manchmal – wie im Falle von Cortés und seinen Leuten – Gefahr liefen, als Rebellen verurteilt zu werden, standen sie unter besonderem Erfolgsdruck. Spannend ist auch die Beobachtung, dass die Verträge zwischen der Krone und Conquistadorenkapitänen präzise ausfielen, diese jedoch Männer auf der Grundlage von vagen Versprechen rekrutierten. Dies gilt wohl auch für die mesoamerikanischen Verbündeten, die eine entscheidende Rolle in der Eroberung spielten: Es ist kaum auszumachen, welche Beuteaufteilung mit ihnen vereinbart wurde. Huber zeigt, dass die spanischen und die mesoamerikanischen Beutepraktiken kompatibel waren und dass genau dies die aus spanischer Sicht überlebenswichtigen Bündnisse ermöglichte. Man wüsste gerne mehr über die Hintergründe dieser Bündnisschliessungen. Zusätzliche Informationen darüber könnte man jedoch allenfalls aus später verfassten Suppliken beziehen, was Huber als problematisch einstuft und ablehnt. Der Leser muss sich in diesem zentralen Punkt mit dem wenigen begnügen, das sich mit Sicherheit behaupten lässt.

Teil 2 erklärt, weshalb sich Conquistadoren nach einem Eroberungszug zum nächsten aufmachten oder im Gegenteil in einem Gebiet Amerikas blieben, nur selten jedoch nach Spanien zurückkehrten. Conquistadoren segelten in der Regel nicht nach Europa zurück, weil die mobile Beute zu gering ausfiel (die überaus reiche Beute von Cajamarca war hier die Ausnahme). Sie zogen oft weiter, wenn die Beute zu niedrig ausfiel, um sich aus der Verschuldung zu befreien. Sie blieben öfter in einem Gebiet, wenn an ein vorspanisches Tributsystem angeknüpft werden konnte, was in Mesoamerika und Peru der Fall war. Das Gros der Beute war nämlich die örtliche Bevölkerung selbst, die – sich an die früheren Tributsysteme anlehnend – den Conquistadoren «anvertraut» wurde (Encomienda). Huber zeigt weiter die grosse Diversität der Beuteverteilungspraktiken. Spannend ist dabei, dass die Conquistadoren grossen Wert auf die Auszahlung des königlichen Fünftels legten, da es für die rechtliche Sicherung der Beute unabdingbar war. Teilweise schenkten sie dem König sogar weit mehr als die ihm zustehenden 20 % und hofften dabei auf eine besondere Gnade des Hofes. Stets etablierten sie administrative Praktiken und betrieben Staatsbildung in einer Art Bottom-up-Prozess.

Der dritte Teil der Arbeit gibt Einblicke in die Zeit nach der Eroberung. Im Zentrum steht das blühende Supplikationswesen, das Cortés ganz bewusst ins Rollen brachte, um die Unzufriedenheit bezüglich der Beuteverteilung zu kanalisieren. Dieses Aufblühen des Supplikationswesens markierte den Übergang von der Beuteverteilungs- zur Gnadenökonomie. Es erwies sich als ein essenzielles Element für die Imperiumsbildung. Weil die Unzufriedenen hofften, königliche Gnaden zu erhalten, waren sie bereit, die Etablierung einer königlichen Herrschaft zu akzeptieren. Dies trifft nicht zuletzt

auf die sogenannten «indianischen Conquistadoren» und selbst auf die Mitglieder der besiegten indigenen Dynastien zu, die sich dadurch in die koloniale Ordnung eingliederten.

Huber hat somit eine erkenntnisreiche Studie zu einem zentralen Vorgang der Weltgeschichte vorgelegt. Auch seine kurze Einführung in die Geschichte der Conquistadoren, die in der Reihe C. H. Beck Wissen erschien, ist sehr gelungen. Während die grundlegenden Interpretationen denen der Dissertationsschrift gleichen, erweitert Huber in dem 118-seitigen Band den Blick. Die drei ersten Kapitel behandeln die wichtigsten Etappen der Conquista, die jeweils mit den Namen Kolumbus, Cortés und Pizarro assoziiert werden, und verdeutlichen anhand dieser Fälle die Thesen, die im dickeren Buch verteidigt werden. Die Ausführungen zur Karibik sind dabei vielleicht etwas weniger gelungen als die zum Festland. Man erfährt wenig über die Wahrnehmungen der «neu entdeckten» Inseln durch die Conquistadoren (zum Beispiel über die Zweifel, nach Ostindien gelangt zu sein). Vor allem bleibt das Bild der vorkolonialen karibischen Gesellschaften sehr skizzenhaft und damit das der Chancen und Herausforderungen für die Conquistadoren. Die Encomienda wird an mehreren Stellen mit einer «faktischen Versklavung» (17, 22) gleichgesetzt, obwohl Huber in seiner Dissertationsschrift ein ausdifferenzierteres Bild gemalt hat. Die Kapitel 2 und 3 sind besonders informativ und bieten eine Erzählung der Conquista auf dem neuesten Forschungsstand. Es stört nur die Benutzung der Begriffe «Azteken» für die Bewohner Tenochtitláns (ein Begriff, der auch in der längeren Monografie auftaucht) und «Inkas» für die Peruaner – also Konzessionen an die etablierte Bezeichnungen dieser Völker in der breiten Bevölkerung. Sehr zu begrüßen ist, dass Huber nicht nur die Rolle der «indianischen Con-

quistadoren» beleuchtet, sondern auch die der katholischen Missionare (Kapitel 4). Der nötigen Kürze des Bands geschuldet bleiben diese Ausführungen zwar etwas schemenhaft. Vielleicht hätte man darlegen können, dass ab der zweiten Hälfte des 16. Jahrhunderts die Expansion vor allem auf katholische Orden zurückging und welche Besonderheiten die Missionsgebiete (wie zum Beispiel die Jesuitenreduktionen in Paraguay) aufwiesen. Dies hätte aber eine Kürzung woanders erfordert. Im zweiten Teil des Kapitels geht Huber auf die zahlreichen Misserfolge von Conquistadoren ein (was nicht richtig zum Thema «Mission» passt). Dies stellt ein wichtiges Korrektiv zum geläufigen Bild der Conquista dar und ermöglicht eine genauere Analyse aller Faktoren, die für einen gelungenen Eroberungszug notwendig waren. Sehr informativ ist auch das letzte Kapitel, das sowohl die schwarze und die weiße Legende der Conquista darstellt als auch den Mythos vom «europäischen Wunder», das laut der älteren Forschung die Eroberung Amerikas erkläre, dekonstruiert. Es ist ein erfreuliches Ergebnis dieses 500. Jahrestags, dass nun all diese spannenden Forschungsergebnisse in einer gut geschriebenen und knappen Einführung einem breiten Publikum zugänglich sind.

*Damien Tricoire (Halle)*

Moritz von Brescius  
**German Science in the Age  
 of Empire**  
 Enterprise, Opportunity, and  
 the Schlagintweit Brothers

Cambridge, United Kingdom-New York, Cambridge University Press 2019, 414 p. £ 90,-

1857 erschien in der britischen Zeitschrift *The Athenaeum* ein ätzender Kommentar. Die Brüder Schlagintweit, deutsche Wis-

senschaftler, seien für ihre Expedition aus der Kasse der East India Company bezahlt worden – mit Geldern, die doch gestandenen englischen Forschern zugestanden hätten. Und dies, obgleich die Brüder als Pioniertat verkauften, was Briten längst bekannt sei: «The Prussian gentlemen, we find, have opened up Thibet, and are about to make India known to Europe», kritisierte die Zeitung in satirisch-bissigem Ton.

Solche Konfliktlinien innerhalb eines komplizierten transimperialen Gefüges sind es, die Moritz von Brescius in *German Science in the Age of Empire* herausarbeitet. Gegenstand dieser Arbeit, die auf einer am Europäischen Hochschulinstitut in Florenz eingereichten Dissertationsschrift basiert, sind die Expeditionen der deutschen Brüder Schlagintweit Mitte des 19. Jahrhunderts in Indien und Zentralasien. Mit dem Fokus auf deren wechselhafte britische, preussische und bayrische Anstellungs- und Fürsprecher-netzwerke schreibt sich die Arbeit in jüngste Forschungsbestrebungen ein, Empires nicht mehr als hermetisch abgeriegelte Container zu verstehen. Der Autor verspricht, hierzu als erste Monografie Karrieren deutscher Forschungsreisender im 19. Jahrhundert in fremden Kolonialreichen zu untersuchen (4).

Das Buch ist in acht Kapiteln aufgebaut, die Aspekte der Unternehmung Schlagintweit chronologisch adressieren. In Kapitel 1 behandelt der Autor die frühe Forschung der Brüder in den Alpen, die den Aufbau ihrer Karriere initiierte und als Fürsprecher bekannte deutsche Forscherpersönlichkeiten und die East India Company mobilisierte. Kapitel 2 beschreibt die jahrhundertelange Geschichte der britischen Exploration Indiens und dient der Kontextualisierung der Expeditionen Schlagintweit. Die anhaltende Rekrutierung deutscher Spezialisten in den britischen Dienst begleiteten kritisch-ab-

lehnende Diskurse. In Kapitel 3 zeigt der Autor, wie im Falle der Rekrutierung der Schlagintweits nationalistische Diskurse und persönliche Konkurrenz die britischen Abwehrreflexe befeuerten – aber auch die gerissene, zuweilen manipulative Art des Netzwerkens der Brüder: Häufig trieben sie ein doppeltes Spiel mit den britischen und preussischen Geldgebern und Publika. Wie die deutschen Brüder offizielle britische Infrastrukturen wie die Hill Stations und wissenschaftlich-technische Dienste nutzen konnten, untersucht Kapitel 4. Die britische Schirmherrschaft vermittelte Zugriff auf Körper in kolonialen Gefängnissen für anthropologische Studien und diplomatische Hilfe bei der Exkursion nach Nepal. Kapitel 5 widmet sich der heterogenen Gruppe indigener Lithografen, Sammler, Übersetzer, Karawanenführer, Diplomaten, Wäscher, Fackelträger, Wasserträger und Boten – und ihrem Beitrag zum wissenschaftlichen Erfolg der Schlagintweits. Der Autor verspricht eine andere Leseweise als bisherige Literatur, indem er die Instabilität hierarchischer Verhältnisse innerhalb des Expeditionsunternehmens beschreibt. Interessant wäre hier je nach Quellenlage zusätzlich eine Analyse der monetären und vertraglichen Bedingungen der Zusammenkunft zwischen deutschen Forschern und lokalen Experten und der Frage, inwiefern die East India Company diese regulierte und kontrollierte. Kapitel 6 zeigt die Versuche der Brüder, nach Expeditionsrückkehr ihr Vermächtnis zu sichern und ihren wissenschaftlichen Ruf zu verhandeln. Der Autor zeichnet hervorragend nach, wie sich die Brüder in der Darstellung der Ziele ihres Unternehmens flexibel zeigten: Je nach Publikum betonten sie den imperialen Nutzen (ihrer Bodenproben für agronomische Kultivierung etwa) oder stellten sich als Naturforscher in humboldtscher Tradition dar. Auch die Wahl des Verlagssitzes war in dieser tran-

simperialen Arena strategische Aufgabe. Kapitel 7 erzählt von ihrem lange gehegten Plan, der Neugründung eines eigenen Indienmuseums – ein Projekt, das letztlich scheiterte. Auch hier zeichnet der Autor in faszinierender Weise nach, wie die Brüder sich diesmal im Ränkespiel um verschiedene Geldgeber zwischen London und Berlin verkalkulierten. Die Konjunkturen der Erinnerungskultur der Expeditionen von Russland bis in die USA, und wie die Schlagintweit während der Zeit der deutschen imperialen Machtergreifung Referenz wurden, adressiert schliesslich Kapitel 8.

Auf über 400 Seiten verfolgt der Autor in einer akteurszentrierten Perspektive, wie die Brüder die Fäden zogen: Er filtert ihre Motivationen und Strategien heraus und zeichnet das Bild cleverer und zuweilen skrupelloser Wissenschaftler. Es ist das Anliegen und Verdienst der Studie, nicht nur Mechanismen der Kollaboration und Komplizenschaft, sondern auch der Konkurrenz und Konflikte innerhalb dieses britisch-preussischen Wissensnetzwerks herauszuarbeiten. Mit «empires of opportunity» schliesslich bietet der Autor einen eingängigen Begriff an, um zu beschreiben, wie imperiale Territorien ambitionierten Spezialisten aus Staaten ohne eigene Kolonien Infrastruktur, Geld und Privilegien bereithielten – ein Begriff, der in künftigen Arbeiten zu transimperialen Netzwerken gewinnbringend eingesetzt werden dürfte.

*Lea Pfäffli (Universität Luzern)*

**Pierre Singaravélou**  
**Tianjin Cosmopolis**  
 Une autre histoire de la mondialisation

Paris, Seuil, 2017 (coll. L'Univers Historique), € 16,99

Historien des sociétés coloniales et d'une mondialisation élargie au XIX<sup>e</sup> siècle, attiré par le débat historiographique qu'il a contribué à dynamiser en proposant avec Quentin Deluermoz une réflexion de fond sur les «uchronies», Pierre Singaravélou propose avec Tianjin Cosmopolis un essai historique fouillé et novateur sur l'histoire de cette ville chinoise longtemps oubliée des historiens, et pourtant laboratoire d'une modernisation accouchée dans la douleur de la révolte et de la répression du mouvement des Boxeurs hostile aux puissances occidentales en place dans la Chine impériale au tournant du XX<sup>e</sup> siècle.

À partir d'une quantité d'archives inédites impressionnante provenant du monde entier, de nature diplomatique ou produites par l'administration du gouvernement international mis en place par les puissances alliées entre l'été 1900 et 1902, l'historien brosse une vaste fresque de l'émergence de cette «modernité 1900» en Asie, qui dépasse nettement les frontières d'une simple histoire de la ville. Partant d'un contexte urbain et politique bien délimité (Tianjin, enjeu d'une guerre farouche entre Boxers chinois et puissances occidentales qui triomphent finalement en juillet 1900), il élargit la focale à partir de ce cas particulier et démontre au bout du compte comment la destinée d'une ville à l'importance apparemment secondaire dans le développement de l'Empire chinois «fin-de-siècle» a pu jouer un rôle déterminant dans le processus de modernisation mondialisée caractérisant les sociétés asiatiques qui s'y affrontent alors aux puissances occidentales impériales. France, Grande-Bre-

tagne, Italie, Autriche-Hongrie, Allemagne, Russie, États-Unis, Japon et Chine impériale sont ainsi les acteurs étagés multiples, à la fois alliés, concurrents et rivaux, d'une scène guerrière délimitée par les murs de cette cité de près de 800 000 habitants chinois et un millier d'Occidentaux. Son siège terminé dans un contexte de massacres et de pillages intenses, Tianjin, ancienne «capitale des Boxers» déjà engagée depuis une vingtaine d'années dans un processus de modernisation inabouti, se transforme rapidement et pour deux ans en un vaste chantier de reconstruction coproduit par le gouvernement international provisoire qui gère les affaires de la ville et les élites chinoises en place. C'est ce processus que l'auteur dissèque dans les moindres détails, variant les angles d'approche politico-territoriaux, sociospatiaux, économiques et commerciaux au fil des chapitres qu'encadrent l'histoire-bataille du siège de Tianjin et la restitution de la ville aux autorités chinoises après deux années d'administration par le gouvernement provisoire.

L'érudition qui caractérise l'écriture de cet ouvrage fourmillant d'anecdotes, d'illustrations originales et autres longues citations tirées de journaux d'époque ou de mémoires d'acteurs-témoins majoritairement français se double heureusement d'une volonté manifeste de réviser, de manière justifiée, plusieurs interprétations d'une historiographie dépassée qui a eu tendance à prendre le parti des puissances occidentales dans l'évaluation des actions du gouvernement provisoire. Attentif à toujours cerner au mieux les points de vue asiatiques dans ses analyses, l'auteur tire dans ses conclusions plusieurs lignes de force qui font de son essai un ouvrage représentatif d'une histoire «totale» de la mondialisation. On retiendra en particulier la démonstration du rôle prédominant et décisif pris par le Japon dans le dévelop-

pement cosmopolite de Tianjin au tournant du siècle, l'ambitieux Empire nippon réussissant à imposer sur le terrain chinois le visage d'une modernité alternative face à celle des puissances occidentales. On appréciera aussi l'esprit nuancé qui amène l'auteur à relativiser l'importance de la modernisation en cours à Tianjin et dans les principales villes concessionnaires chinoises dominées par les puissances impériales: si celle-ci, liée à la présence impériale, est une voie vers la modernité pour la Chine, elle n'apparaît pas exclusive et n'influence pas l'ensemble du commerce de l'Empire du Milieu, dominé par les seuls marchands et administrateurs chinois.

Impériale pour le meilleur et pour le pire, la première mondialisation vécue par Tianjin apparaît enfin plurielle et ambivalente. Par le caractère mondial de la guerre qui la frappe avec violence; par le bouillonnement culturel et social qui caractérise sa reconstruction urbaine pilotée de manière internationale; par une participation bien involontaire à la mondialisation des maladies infectieuses qui la touche lors de la pandémie de choléra en 1902. Dans chacun de ces processus, Pierre Singaravélou souligne la porosité des frontières socioculturelles et politico-juridiques qui font de l'histoire de «Tianjin cosmopolis» non seulement un récit qui ne s'écrit pas en «jaune et blanc», mais aussi une coproduction entre les rôles partagés ou concurrents du gouvernement international et des élites urbaines et commerciales chinoises en place. Une belle leçon d'histoire, riche d'enseignements pour le temps présent.

*Claude Hauser (Fribourg)*

Johanna Gehmacher, Elisa Heinrich, Corinna Oesch

**Käthe Schirmacher**

**Agitation und autobiografische Praxis zwischen radikaler Frauenbewegung und völkischer Politik**

Wien, Köln, Weimar, Böhlau, 2018, 596 S., € 55,- (print) / Open Access (E-Book)

Die Journalistin Käthe Schirmacher (1865–1930) irritiert die feministische Geschichtsschreibung bis heute. Mit ihrer auch methodisch aussergewöhnlichen Biografie legen die drei Wiener Historikerinnen Johanna Gehmacher, Elisa Heinrich und Corinna Oesch die Hintergründe dieser widersprüchlichen Haltung frei. Die facettenreiche Biografie ist zugleich das Resultat einer engen Koproduktion der drei Autorinnen, die «in einem mehrstimmigen Wir von der Protagonistin erzählen». So verstehen Gehmacher, Heinrich und Oesch das Buch als ein gemeinsames Werk, an dem sie miteinander diskutierend und korrespondierend gearbeitet haben. Ausgangspunkt war das Sichten des umfangreichen Nachlasses, den Schirmacher 1930, wenige Monate vor ihrem Tod, der Universitätsbibliothek Rostock übergab. Es war der Schlusspunkt ihrer spezifischen autobiografischen Praxis. Denn sie hat ihren Schriftverkehr – auch eigene Briefe – in exzessiver Weise dokumentiert und sich in autobiografischen Texten immer wieder selbst positioniert. Für die Dokumentation setzte Schirmacher engste Vertraute wie ihre Mutter und ihre langjährige Lebenspartnerin ein, die sie etwa damit beauftragte, die von ihr an die beiden gesandten Briefe nach bestimmten Ordnungssystemen zu archivieren. Mit der Übergabe ihres als «politisch-literarischen Nachlass» definierten Materials an die Universitätsbibliothek zielte sie, so die These der Autorinnen, ebenso bewusst auf historische Einschreibung wie

auf die Beeinflussung der Arbeit künftiger Biograf\*innen.

In ihrer Auseinandersetzung mit dem vielfältigen Material nehmen die drei Autorinnen ausgewählte Konstellationen aus unterschiedlichen Perspektiven in den Blick und untersuchen diese in ihren Beziehungen zueinander. Sie fokussieren zugleich auf Beziehungsstrukturen und Kooperationen, die persönliche und familiäre Beziehungen mit einbeziehen sowie politische Verbindungen jenseits organisatorischer Hierarchien. Das alle Perspektiven verbindende Element ist der Begriff «Arenen», die Kommunikations- und Netzwerke, über die sich Schirmacher als Publizistin und öffentlich agierende Protagonistin sowohl definierte als auch positionierte. 1865 in Danzig in eine protestantische Kaufmannsfamilie geboren, begnügte sie sich nicht mit der einer jungen bürgerlichen Frau zugestandenen Tätigkeit als Lehrerin und Erzieherin. Da ihr ein Studium in Deutschland nicht offenstand, ging sie 19-jährig mit Unterstützung ihres Schwagers Otto Münsterberg – ein liberaler Politiker aus einer intellektuellen und wohlhabenden jüdischen Familie – nach Paris, studierte an der Sorbonne Französisch und bestand als eine der ersten Frauen in Frankreich das Oberlehrerinnenexamen als *agrégée d'allemand*. Sie unterrichtete und studierte danach in Liverpool und promovierte Jahre später an der Universität Zürich mit einer Dissertation über einen französischen Schriftsteller. Sie reiste viel, war immer wieder kurz in Danzig, etablierte sich von 1895 bis 1910 in Paris und kehrte dann nach Deutschland zurück.

Schirmacher orientierte sich an den Handlungsmaximen «Bildung durch wissenschaftliches Wissen und Unabhängigkeit durch Arbeit», die dem bürgerlichen Bild von Weiblichkeit widersprachen. Sie suchte das Ausserordentliche und schätzte dabei die «Arenen», in denen sie von sich

reden machen konnte. Ihre Pläne, als Akademikerin an einer Universität zu lehren, scheiterten, doch eingebunden in die sich transnational etablierende Frauenbewegung bestritt sie ihr Leben als Autorin, Publizistin und politische Agitatorin. Bereits mit der 1891 erschienenen Novelle *Die Libertad* entwarf sie mit der in Frankreich studierenden Protagonistin Phil eine Studentin – ein Novum in der deutschsprachigen Literatur – als Identifikationsfigur, was ihr insbesondere in Deutschland viel Bewunderung vonseiten junger Frauen einbrachte.

Gerade weil Schirmacher von ihrem jüdischen Schwager unterstützt wurde, über Jahre in kosmopolitischen, liberalen und sich progressiv verstehenden Milieus verankert war, über den radikalen Flügel der deutschen Frauenbewegung hinaus Kontakte mit Frauenrechtlerinnen aus Europa bis in die USA pflegte und in gelebten Frauenbeziehungen das Private und Politische verknüpfte, ist die ab 1910 immer stärker zutage tretende deutschnationale, völkische und antisemitische Positionierung schwierig nachzuvollziehen. Doch zeigen die von den Autorinnen analysierten Konstellationen, Entwürfe, Praktiken und Interventionen Schirmachers, dass in einer ganzen Reihe von Texten, das in ihrer Familie gepflegte Narrativ der doppelten Bedrohung Danzigs durch die französische Belagerung 1807 einerseits und durch polnische Ansprüche andererseits ihre Haltung nachhaltig prägte. Das Bedrohungsszenario fand im Verlust Danzigs im Versailler Vertrag seine Bestätigung. So geriet, wie Heinrich argumentiert, Danzig für sie «zum metaphorischen Ausgangspunkt deutschnationaler Politik».

Hatten sich zu Beginn des Krieges Frauenbewegungsaktivistinnen wie Anita Augspurg und Lida Gustava Heymann noch um die Einbindung Schirmachers in die pazifistische Frauenbewegung bemüht, distanzieren sich zunehmend alle

radikalen Frauenrechtlerinnen von ihr, stellte sie doch die «deutschnationale Frage» über die Forderung nach dem allgemeinen Frauenstimmrecht. Es ging ihr um das Prinzip der Egalität mit den Männern in Beruf, Politik und Armee, nicht aber um allgemeine demokratische Rechte, um Menschenrechte. So kandidierte sie bei den Wahlen für die verfassungsgebende Nationalversammlung 1919 für die Deutschnationale Volkspartei und führte ihren Wahlkampf auch mit antisemitischer Rhetorik. In ihrem Nachlass zeigt sich deutlich, dass sie ihre Positionierung ihrer jeweiligen Öffentlichkeit beziehungsweise «Arena» anpasste. Auch wenn sie 1917 weiterhin für eine bessere Ausbildung für Frauen und für mehr politische Rechte eintrat, begründete sie diese im Ersten Weltkrieg mit dem Argument, dass Frauen damit ihre «deutsche Gesinnung» zum Ausdruck bringen und dem rassentheoretisch als Abstammungsgemeinschaft verstandenen «deutschen Volk» dienen konnten. Das Gebären geriet zu einer von Frauen abverlangten Leistung. Im 1921 erschienenen autobiografischen Buch *Flammen. Erinnerungen aus meinem Leben* deutete sie ihre Positionierung nicht als Einstellungswandel, sondern beanspruchte «Vaterlandsliebe» als biografisches Kontinuum. Immer wieder verwies sie auf das Narrativ einer «jüdischen Weltverschwörung», die sie verantwortlich machte für ihre «Austreibung aus der nationalen und internationalen Frauenbewegung». Rezipiert wurde das Werk gleichermaßen als individuelle Erinnerung und politische Kampfschrift. Schirmacher etablierte sich damit für viele Leserinnen als Führungsfigur einer entstehenden völkischen Frauenbewegung, für die «Frauenbefreiung» und «Volksbefreiung» eins seien.

Die Autorinnen sehen Käthe Schirmachers Anstrengungen der (Selbst-)Historisierung in den ersten Jahren nach dem

Ersten Weltkrieg im Kontext der Frauenbewegung, die in dieser Phase von massiven Deutungskämpfen geprägt war, die «auch mit der rasanten Entwertung demokratischer Haltungen in den späten 1920er Jahren» zu tun hatten. Es sei, so das Fazit, in der «Forschung zu historischen Frauenbewegungen noch umfassender zu reflektieren, wie eng manche Aussagen der Historiografie mit Historisierungsanstrengungen historischer Akteurinnen verflochten sind». Diese Reflexion demonstrieren die drei Autorinnen mit dieser umfangreichen Studie vorbildhaft. Trotz des auf verschiedenen Perspektiven basierenden methodischen Verfahrens, das Wiederholungen und theoretische Rekurse impliziert, ist diese gut lesbare Biografie auch für ein nicht akademisches frauenbewegungsgeschichtlich interessiertes Publikum von hohem Erkenntnisgewinn. Käthe Schirmachers heute wieder erhobene Forderung nach Bezahlung der Hausarbeit erscheint dabei in einem höchst ambivalenten Licht.

*Elisabeth Joris (Bern)*

**Rolf Graber**  
**Demokratie und Revolten**  
**Die Entstehung der direkten**  
**Demokratie in der Schweiz**

Zürich, Chronos, 2017, 232 p., Fr. 38.–

**Olivier Meuwly**  
**Une histoire politique de la**  
**démocratie directe en Suisse**

Alphil, Neuchâtel, 2018, 128 p., Fr. 19.–

L'histoire de la démocratie directe en Suisse se présente sous des traits particulièrement contentieux, et cela depuis les premiers travaux sur le sujet au XIX<sup>e</sup> siècle. Il existe trois «thèses» principales qui s'affrontent pour expliquer les origines des mécanismes référendaires. La



première postule que ces mécanismes sont les héritiers directs des pratiques d'Ancien Régime, notamment des *Landsgemeinden* de Suisse centrale; c'est la thèse dite «continuiste», héritière d'une longue tradition historiographique qui remonte au XIX<sup>e</sup> siècle. La deuxième insiste au contraire sur l'importation de l'idée référendaire depuis l'étranger, essentiellement de la France révolutionnaire; c'est la thèse de la rupture, qui s'est peu à peu imposée. On peut enfin repérer une troisième thèse, qui d'une certaine manière combine les deux premières en avançant que les référendums sont un emprunt exogène qui s'appuie sur des pratiques démocratiques antérieures. Si chacune des thèses repose sur des sources et des interprétations détaillées, elles relèvent également de lectures politiques divergentes de l'histoire suisse toute entière. La thèse «continuiste» s'inscrit ainsi dans le cadre d'une histoire nationaliste rejetant les apports étrangers et mettant l'accent sur les traditions propres au pays et à ses institutions tout comme sur l'ancestralité de ces dernières, alors que celle de la rupture insiste sur l'influence étrangère dans la création et le développement de la Suisse contemporaine, en plaçant une coupure dans l'histoire «nationale» en 1798. En définitive, il s'agit de savoir si la Suisse d'aujourd'hui est l'héritière d'un espace politique moderne, voire médiéval, ou si, tout au contraire, elle a pour l'essentiel été créée au XIX<sup>e</sup> siècle. Ces lectures historiques divergentes ont chacune des conséquences politiques sur lesquelles nous ne pouvons nous attarder ici.

L'affaire n'est pas close et les débats se poursuivent sur cette question dans l'historiographie. Deux récentes contributions viennent alimenter la discussion. Leur confrontation permet de comprendre certains des enjeux de cette querelle interprétative. La première est le livre de Rolf Graber, *Demokratie und Revolten*,

couronnement de longues années de recherche sur le sujet. Mario König a souligné ici même l'importance de ce livre (*Traverse*, 2017/3), je ne reviens donc pas en détail sur son contenu, mais m'intéresserai plutôt à son apport à l'historiographie de la démocratie directe en Suisse. Par rapport aux trois thèses évoquées plus haut, R. Graber en avance en quelque sorte une quatrième: une histoire plébéienne de la démocratie directe helvétique. Pour lui, la démocratie directe est progressivement introduite à la suite de révoltes et d'épisodes insurrectionnels dans plusieurs cantons. C'est en ce sens qu'il peut écrire que l'histoire de la démocratie est une histoire des protestations et des conflits (*Protestgeschichte*). L'originalité de son travail est qu'il noue les dernières décennies du XVIII<sup>e</sup> siècle aux premières du XIX<sup>e</sup>, tout en contestant fermement l'idée d'une continuité entre Ancien Régime et Suisse contemporaine. C'est précisément l'insistance sur les troubles qui agitent les cantons avant la Révolution française qui lui permet de montrer qu'il est possible d'établir une résonance entre la période précédant la République helvétique et celle préparant la Régénération, tout en reconnaissant le caractère central des événements français (qualifiés à juste titre de *Schlüsseleignnis*).

Le débat francophone sur ces questions est infiniment moins développé qu'en Suisse alémanique, et l'on doit savoir gré à Olivier Meuwly de l'animer depuis quelques années à travers plusieurs publications. La dernière d'entre elles, intitulée *Une histoire politique de la démocratie directe en Suisse*, est une petite synthèse des positions de l'auteur sur ces questions, destinée au grand public. Par rapport à R. Graber, c'est une tout autre approche qu'il choisit. Proposant une histoire à la fois intellectuelle, politique et constitutionnelle (là où R. Graber se livre à une his-

toire sociale de la démocratie directe), très concentré comme toujours sur l'histoire radicale et libérale, notamment vaudoise, O. Meuwly se met dans une position analytique délicate. Il veut d'une part insister sur la continuité entre l'Ancien Régime et le XIX<sup>e</sup> siècle. Il indique à cette fin que la Landsgemeinde sert de «passerelle», de «trait d'union» entre l'ancien temps et la période contemporaine, qu'elle permet de marier le romantisme et le rationalisme, Rousseau et Hegel, le Haller des Alpes et Druey. Il montre pourtant dans le même temps que les premiers cantons qui mettent en place des institutions référendaires ne sont précisément pas ceux dans lesquelles les anciennes libertés, et à plus forte raison les Landsgemeinden, étaient vivantes. D'autre part, il présente l'apport des libéraux puis des radicaux à l'histoire de la démocratie directe. Son texte donne ici aussi au moins autant de raisons de le suivre dans ses interprétations que de les contester. Comme il le rappelle en effet, d'éminents radicaux, des figures historiques de l'importance de James Fazy ou Alfred Escher par exemple, se prononcent très fermement contre la démocratie directe, et l'attachement des radicaux aux institutions de l'Ancienne Confédération est pour le moins frileux.

Au-delà des exemples convoqués par R. Graber et O. Meuwly et des interprétations divergentes qu'ils en donnent, j'aimerais souligner l'écart qui sépare ces deux travaux sur des points qui, en tant que tels, dépassent la seule histoire de la démocratie directe en Suisse.

Le premier d'entre eux concerne la qualité démocratique des institutions d'Ancien Régime. Alors que O. Meuwly avance que l'«idéal démocratique [est] présent depuis longtemps en Suisse» (42), R. Graber, qui sur ce point rejoint les travaux insistant sur l'origine étrangère de la démocratie en Suisse, rappelle que les anciennes libertés étaient surtout des privilèges et que les

cantons dits «démocratiques» (ceux qui fonctionnaient avec une Landsgemeinde théoriquement souveraine) étaient en réalité dirigés par des aristocraties locales jalouses de leur pouvoir et de leurs prérogatives.

Le suivant porte sur la source des transformations institutionnelles. O. Meuwly avance dès le début de son livre que les réformes répondent à des problèmes spécifiques qui se posent à un moment donné et auxquels les collectivités politiques doivent apporter des solutions. C'est dans ce cadre qu'il interprète le développement des mécanismes de démocratie directe en Suisse, en précisant bien que les acteurs n'ont «jamais eu l'intention de dessiner un système théorique parfait» (12). Les forces collectives derrière ces «problèmes» n'intéressent guère l'auteur en revanche, comme il s'en explique lui-même deux pages plus loin: «Nous n'entrerons qu'incidemment [...] dans les débats [...] touchant à la nature des groupes sociologiques porteurs, ou adversaires, des idées démocratiques» (14). Cette position explique aussi le relatif silence dont O. Meuwly entoure le mouvement ouvrier et son influence sur le développement de la démocratie directe en Suisse, outre quelques lignes consacrées à Karl Bürkli ou à Adhémar Schwitzguébel. L'approche est rigoureusement inverse chez R. Graber, puisque la nature de ces groupes est précisément ce qui l'intéresse. Il s'agit pour lui de comprendre ce qui provoque ces conflits auxquels les différents mécanismes de démocratie directe répondent et les acteurs qui les portent.

L'opposition centrale entre R. Graber et O. Meuwly se joue cependant à un niveau plus profond. Il s'agit pour l'un et l'autre de comprendre la place des conflits dans l'histoire suisse. Si l'on aura saisi que R. Graber en fait le moteur de cette histoire, en insistant sur leur importance et leur fréquence (il n'hésite pas à écrire

par exemple que la Suisse est l'un des «*revoltenreichsten Ländern Europas*», 9), O. Meuwly pense une histoire suisse centrée sur le compromis, et interprète dès lors les conflits comme des écarts à cette ligne médiane que la politique suisse aurait toujours cherché à suivre. On le comprend bien dans sa conclusion, lorsqu'il écrit la chose suivante: «Percer les abcès qui enflent dans les flancs de la société pour mieux sculpter les compromis de demain: seule la démocratie directe y parvient» (120). Nous pouvons dès lors risquer la lecture suivante, certes abrupte, des deux ouvrages: pour O. Meuwly l'histoire suisse est faite d'ordre, perturbé par des troubles qui surviennent lorsque les autorités politiques n'ont pas su anticiper les demandes légitimes de certaines parties de la population; pour R. Graber, l'histoire suisse est intrinsèquement conflictuelle, elle est faite de désordres, de tumultes, de dissensions qui menacent à chaque instant de faire éclater une construction politique qui demeure par conséquent toujours fragile.

*Antoine Chollet (Université de Lausanne)*

**Thibaud Giddey**  
**Histoire de la régulation des banques en Suisse (1914–1972)**

Genève, Droz, 2019, 570 p., Fr. 38.95

En analysant sur la longue durée l'évolution de la législation et de la surveillance fédérale des banques; Thibaud Giddey signe une contribution importante pour retracer l'histoire bancaire suisse. En partant des législations cantonales en vigueur avant la Première Guerre Mondiale, l'auteur détaille l'élaboration et l'entrée en vigueur en 1935 de la loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne. L'ordonnance qui l'accompagne et les révisions qui se succèdent ainsi que la prépara-

tion de la loi sur les fonds de placement de 1966, sont aussi étudiées. La première partie de l'ouvrage présente le long processus qui aboutit, en 1934, à la création de la Commission fédérale des banques et à l'entrée en vigueur de la première loi fédérale sur les banques. La deuxième partie se focalise sur l'évolution législative et le fonctionnement de l'autorité de surveillance. Si cette analyse fouillée et largement documentée souligne le rôle joué par le secteur bancaire dans cette évolution, l'auteur suit également les interactions avec la Banque nationale suisse, l'Administration fédérale, l'autorité de surveillance ou encore les milieux politiques, sans ignorer le contexte économique et les crises bancaires. Les faillites bancaires qui ont lieu en Suisse dès 1931, ainsi que les scandales qui éclatent dans les années 1950 et 1960 (notamment l'affaire Muñoz-Hommel de 1965), constituent des facteurs déclencheurs importants pour les changements dans la régulation bancaire et permettent de surmonter les réticences de l'Association suisse des banquiers (ASB) et du secteur qu'elle représente face à la régulation étatique. L'ouvrage détaille également les projets de révision qui n'ont pas aboutis, à l'instar du premier projet d'une régulation fédérale des banques élaborée en 1916 par le professeur Julius Landmann. Le processus amenant à l'abandon de ces projets révèle les stratégies adoptées et la forte influence de l'ASB, des grandes banques et des autres instituts dans le processus législatif. Les représentants des banques participent aux comités d'experts, entretiennent des discussions confidentielles avec les autorités et vont jusqu'à proposer, et même à revendiquer, des modifications en leur faveur. Ces revendications doivent bien sûr s'accorder avec les positions d'autres protagonistes clés, en particulier la Banque nationale suisse, et elles n'aboutissent pas toujours, notamment à cause des diver-

gences internes au secteur bancaire. En revanche, les principes libéraux de la régulation et la faiblesse de l'intervention étatique demeurent des constantes tout au long du XX<sup>e</sup> siècle.

La thèse principale de l'auteur est celle d'une forme, assez helvétique, de capture régulatoire par le secteur bancaire. Sur l'ensemble de la période étudiée, ce dernier a largement défendu ses intérêts au sein du cadre institutionnel et du contexte politique. Cela explique, d'une part, la continuité des principes libéraux et d'autorégulation de la surveillance bancaire suisse et, d'autre part, la lenteur dans les changements, qui n'ont lieu qu'à la suite de crises majeures ou face à la nécessité que ressent le secteur bancaire à renforcer ses positions (par exemple pour faire face à la concurrence exercée par les banques étrangères dès les années 1950). Entre les lignes, on comprend que cette capture régulatoire favorise certains dysfonctionnements dans la régulation: d'une part, la Commission fédérale des banques dispose de ressources et de compétences limitées face à l'ampleur de ses tâches, d'autre part certains domaines demeurent faiblement régulés. De plus, les intérêts d'autres acteurs, notamment ceux des déposants et des épargnants, dont le poids et les liens avec les institutions régulatrices sont bien moindres que ceux dont disposent les banques, ne sont quasiment pas pris en compte dans le processus législatif. De même, les employés de banques sont absents de ce processus (cela malgré l'existence, dès 1918, d'une association professionnelle qui se soucie avant tout des rapports avec les employeurs et des conditions de rémunération et de travail). L'auteur analyse également l'origine de certaines normes et pratiques comme, par exemple, la garantie des dépôts et le rôle des sociétés fiduciaires dans le contrôle des banques, ainsi que les ratios sur les fonds propres et les réserves de liquidité.

L'ouvrage de Thibaud Giddey, issu d'une thèse défendue à l'Université de Lausanne, met un lumière un domaine négligé par les historiens et qui n'avait été abordée jusqu'alors que dans une monographie rédigée par l'économiste Hugo Bänziger parue en 1986. Giddey s'inscrit clairement dans le renouveau historiographique porté par d'autres historiens lausannois, en particulier Sébastien Guex et Malik Mazbouri, qui ont souligné le rôle de l'évasion fiscale et la fonction de plaque tournante des capitaux exercée par la place financière suisse. Cette publication confirme, sous un angle nouveau, la défense active du secret bancaire par les milieux bancaires et le rôle des élites au sein du pays, tout en ouvrant de nouvelles pistes de recherche, dont certaines sont mentionnées par l'auteur lui-même dans sa conclusion. Le haut niveau académique de la recherche, la rigueur et la clarté dans l'exposition et l'accès aux sources inédites (en particulier les archives de la Commission fédérale des banques) renforcent les mérites de cet ouvrage. Retenons quelques remarques ou plutôt des suggestions pour des recherches ultérieures. En premier lieu, malgré les divisions internes au secteur bancaire (thématique qui émerge sur certains dossiers), approfondir le rôle des banques cantonales permettrait de nuancer la tension entre l'intervention étatique (aux différents niveaux institutionnels) et les principes libéraux farouchement défendus au sein du secteur bancaire. En effet, les banques cantonales ont souvent été fondées au cours du XIX<sup>e</sup> siècle par des représentants des mêmes milieux bourgeois qui, une ou deux générations plus tard, freineront l'intervention étatique sur le plan fédéral. En deuxième lieu, afin de mieux comprendre les compromis et les rapports de force internes propre à cette catégorie d'instituts bancaires, il serait opportun d'étudier de plus près le rôle des

représentants du Parti socialiste au sein des conseils d'administration de certaines banques cantonales. Enfin, la question de l'application et de l'efficacité de la régulation bancaire reste ouverte. Une telle analyse impliquerait bien sûr un accès aux sources internes aux banques. Enfin, retenons l'absence d'une réflexion sur le niveau assez élevé des fonds propres et de la liquidité des banques (avec des taux probablement supérieurs aux exigences en vigueur de nos jours) pour mieux appréhender les raisons de l'attitude restrictive des représentants du secteur bancaire face au rôle de la Commission fédérale des banques et à l'intervention étatique. Une décennie après l'éclatement de la crise globale de 2008, ce livre incontournable permet de mieux comprendre sur la longue durée les bouleversements qui ont agité le secteur bancaire suisse, les sauvetages réalisés par la Confédération et la Banque nationale suisse et les réformes de la régulation bancaire.

*Pietro Nosetti, Muralto*

**Oliver Schneider**  
**Die Schweiz im Ausnahmezustand**  
 Expansion und Grenzen von  
 Staatlichkeit im Vollmachtenregime  
 des Ersten Weltkriegs, 1914–1919

(Die Schweiz im Ersten Weltkrieg, Bd. 5) Zürich,  
 Chronos Verlag, 2019, 443 S., 8 Abb. s/w, Fr. 58.–  
 (print) / Open Access (E-Book)

Einem «polypenartigen Geschöpf mit grinsender Fratze» (259) sahen sich Schweizer Bundesbeamte im Jahr 1919 gegenüber: dem Vollmachtenregime. Der Erste Weltkrieg hatte in der Schweiz, wie in anderen Ländern, eine unübersehbare Zahl von Noterlassen und Ermächtigungen mit sich gebracht, welche die Regierungspraxis auch nach Kriegsende prägte. Zu diesem Zeitpunkt verfügte die Bundesverwaltung aber noch nicht einmal über

ein verlässliches Verzeichnis der notrechtlichen Regelungen. Die mit der Erstellung der Übersicht beauftragten Beamten motivierten sich daher, indem sie ein Zitat des deutschen Dichters Theodor Körner in ihr Arbeitsexemplar klebten: «Das Vaterland darf jedes Opfer fordern» (264).

Die von Oliver Schneider vorgelegte Dissertation bringt nun nicht nur analytische Ordnung in dieses vielschichtige Gefüge, sondern verweist auch auf dessen nachhaltige Bedeutung für die Geschichte des Regierens im schweizerischen Bundesstaat. Entstanden ist die Studie im Rahmen einer Forschungsgruppe zu transnationalen Perspektiven auf «Die Schweiz im Ersten Weltkrieg», gefördert vom Schweizerischen Nationalfonds. Im Kern des Erkenntnisinteresses steht die Bedeutung des Krieges als Moment eines fundamentalen «Wandels von Politik und Staat» (16), der alle in den Krieg involvierten Länder betraf und das 20. Jahrhundert zum «Zeitalter der Ausnahmezustände» werden liess, wie Schneider mit Charles Maier argumentiert (55). Verfolgt wird das ambitionierte Ziel, sowohl die juristischen, administrativen und politischen Dimensionen des Vollmachtenregimes als auch deren zeitgenössische Wahrnehmung zu analysieren. Als theoretische Grundlagen werden eingangs Ernst Fraenkels Modell des «Doppelstaates» sowie das Konzept des Policy-Cycle eingeführt – beide aber spielen in der folgenden Analyse keine Rolle mehr. Stattdessen wird die Geschichte des Vollmachtenregimes in chronologischen Etappen und mittels dichter Beschreibungen abgegriffen: Auf eine längere Vorgeschichte bis 1914 folgen vier Kapitel, die in kurzen Zeitrhythmen die Konstituierung und Entwicklung dieses Herrschaftssystems in den Kriegs- und frühen Nachkriegsjahren darstellen.

Bei Kriegsausbruch wurde die Erteilung unbeschränkter Vollmachten an den Bun-

desrat eher beiläufig konzipiert und «diskussionslos angenommen» (69); sie war aber bereits zu diesem Zeitpunkt so angelegt, dass sie in weit gefassten Formulierungen Herrschaftsbefugnisse in den Bereichen von Neutralität, Sicherheit und Wirtschaft erteilte, deren Grenzen unbestimmt waren. Damit wurde die im späten 19. Jahrhundert etablierte Tradition des Kriegszustandes gebrochen und der Weg für Notverordnungen «in jedem erdenklichen politischen Bereich» (73) geebnet. Es folgte darauf eine Phase der Expansion des Ausnahmezustands bis Mitte des Jahres 1917, die heftige Proteste auslöste. Diese Debatten verschränkten sich mit parteipolitischen Auseinandersetzungen, aber auch mit grundsätzlichen Fragen des Verhältnisses von ziviler und militärischer Gewalt im Staat.

Das Jahr 1917 sieht Schneider als ein «Wendejahr» (169), nicht nur in Bezug auf die Konturen des schweizerischen Vollmachtenregimes, sondern auch mit Blick auf die aus dem Krieg entstehenden Grundlagen einer internationalen Ordnung. Zwar war das Vollmachtenregime der Schweiz im Vergleich zur deutschen Zwangswirtschaft oder zur britischen Kriegsregierung weniger «total», auch hier aber nahm die administrative Erfassung, Planung und Überwachung zu. Die Monate zwischen Sommer 1917 und Herbst 1918 brachten daher das grösste Aufkommen an Noterlassen im gesamten Untersuchungszeitraum mit sich und verwandelten die Schweiz in einen aktiv wirtschaftenden «Kriegsstaat» (204). Die letzte Phase umfasst die Übergangsmomente vom Kriegsende bis in die Jahresmitte 1919 und markiert einen krisenhaften Zeitraum der Polarisierung. Organe des Ausnahmeregimes wie die Eidgenössische Notstandskommission waren Orte der Aushandlung von Massnahmen zwischen Bundesrat, Unternehmerverbänden, Gewerkschaften, Kantons- und

Stadtverwaltungen, zugleich wuchs aber die Kritik an solchen Konstellationen. Das eingangs erwähnte Verzeichnis sowie Erkundigungen über notrechtliche Regelungen in anderen Ländern dienten daher dazu, die Fortsetzung des Vollmachtenregimes zu legitimieren. Schliesslich erforderte aber nicht zuletzt der Übergang in die Friedenswirtschaft den Rückbau – zum Teil allerdings mittels neuer Noterlasse. 1921 wurde das 1914 vom Parlament verliehene Notverordnungsrecht des Bundesrats aufgehoben, allerdings blieben darauf gestützte Noterlasse noch längere Zeit in Kraft. Der letzte Noterlass aus den Kriegsjahren wurde erst im Februar 1952 ausser Kraft gesetzt.

Trotz der zunehmenden Infragestellung und Einschränkung des Vollmachtenregimes nach Kriegsende betont Schneider die langfristigen Effekte der Kriegserfahrungen. Der Erste Weltkrieg wird – im Anschluss an Giorgio Agamben – als ein Laboratorium interpretiert, in dem Mechanismen der Ausnahmeherrschaft erprobt und zu einer «legitimatorische[n] Grundlage neuartigen staatlichen Handelns» (295) ausgebaut werden konnten. Diese sich verstetigende Form neuer Staatlichkeit in der Schweiz umreisst Schneider abschliessend auf den fünf Ebenen von Zentralisierung, Militarisierung, Entparlamentarisierung, Transnationalisierung und Normalisierung. Deren Effekte hätten eine grundlegende Transformation des demokratischen Regierungssystems mit sich gebracht, die seit 1949 zwar verfassungsmässig eingehegt worden sei, aber in staatlichen Herrschaftsansprüchen «bis in die Gegenwart» fortwirke. Bis zur Aufhebung der letzten Noterlasse Anfang der 1950er-Jahre könne daher «von einem einzigen Vollmachtenregime» gesprochen werden, denn sowohl in der Weltwirtschaftskrise als auch in der Zeit des Zweiten Weltkrieges sei auf Ermächtigungen zurückgegriffen worden – und damit ein «notrechtli-

cher Normalzustand der schweizerischen Politik» (301) erzeugt worden.

Um diese Einordnung empirisch abzusichern, wäre allerdings eine synchron wie diachron präzisere Vergleichsanordnung nötig gewesen. Es leuchtet nicht unmittelbar ein, warum gerade der Schweizer Fall «besonders beispielhaft» (299) ist. Auch in anderen Ländern war die Fortsetzung von Ausnahmeregimen in der Zwischenkriegszeit zu beobachten, allerdings gab es jeweils auch einflussreiche Gegenbewegungen. Solche Ansätze, in den Friedensjahren zu einer anderen Form von Staatlichkeit zurückzukehren oder diese nunmehr dezidiert rechtstaatlich zu gründen, blendet Schneider zugunsten der globalen agambenschen Kontinuitätsthese aus. Zudem wäre auch der Zweite Weltkrieg erst unter diesem Blickwinkel genauer zu erforschen, bevor sich die Einheit einer Epoche des Ausnahmezustands in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts behaupten liesse.

Denn fraglich bleibt in Schneiders Studie auch, wie sich die allgemeine Dynamik des Krieges abgrenzen lässt von der spezifischen Wirkmacht des für kriegswirtschaftliche Umbauten bemühten Notrechts. Denn Prozesse der Zentralisierung oder Militarisierung resultierten zwischen 1914 und 1918 ja nicht aus dem Notrecht per se, sondern aus dem Zustand des Krieges, der sich zugleich in breiteren gesellschaftlichen Stimmungslagen niederschlug. Diese erfahren bei Schneider wenig Aufmerksamkeit, obgleich er eingangs darlegt, den Ausnahmezustand nicht allein als staatsrechtliches, sondern als «gesellschaftliches und kulturelles, bis in die individuelle Erfahrungswelt hinein wirkendes Phänomen» (13) zu verstehen. So schwankt die Studie zwischen äusserst aufschlussreichen Einblicken in die sich wandelnden Methoden des Vollmachtenregimes zwischen 1914 und 1918 und einer eher freischwebenden Interpre-

tation dieser Befunde als paradigmatisch für das Regieren bis in unsere Gegenwart. Die Leistung der Arbeit ist dennoch zu würdigen, gibt es doch bisher kaum geschichtswissenschaftliche Studien, die den Ausnahmezustand als komplexe Praxis des Rechts untersucht haben. Zukünftige Forschungen können hier anschliessen und weiter danach fragen, ob diese Praxis nach den Jahren des Krieges auch in Friedenszeiten zur «normalen» Herrschaftstechnik wurde.

*Stefanie Middendorf (Potsdam)*

**Marc Dierikx und Sacha Zala (Hg.)**  
**When the Wall Came Down**  
**The Perception of German**  
**Reunification in International**  
**Diplomatic Documents 1989–1990**

(Quaderni di Dodis, 12), Bern, Diplomatic Documents of Switzerland, 2019, € 6,33 (print) / Open Access (E-Book)

Anlässlich des dreissigsten Jahrestages des Falls der Berliner Mauer widmet sich der zwölfte Band der *Quaderni di Dodis* der deutschen Wiedervereinigung von 1989 bis 1990. Archivadokumente aus elf Staaten auf drei Kontinenten illustrieren dieses monumentale Ereignis. Die vorliegende Dokumentenedition resultiert aus einer internationalen Zusammenarbeit von Herausgeberinnen und Herausgebern diplomatischer Dokumente, deren seit 1988 bestehendes Netzwerk 2013 mit der Gründung des International Committee of Editors of Diplomatic Documents (ICEDD) formalisiert wurde. Unter der Leitung der Forschungsstelle Diplomatische Dokumente der Schweiz (Dodis) waren Editorinnen und Archivare aus Deutschland, Grossbritannien, Israel, Kanada, den Niederlanden, Österreich, Polen, Russland, der Schweiz, der Türkei und den USA beteiligt. Resultat dieses internationalen Projektes ist eine faszinierende Sammlung

von diplomatischen Dokumenten, welche aus unterschiedlichen Perspektiven Schlaglichter auf den Weg hin zur deutschen Einheit werfen.

Die Einleitung der beiden Herausgeber bietet einen kurzen Abriss der Geschichte Deutschlands während der Nachkriegszeit und des Kalten Kriegs und verordnet die ausgewählten Dokumente knapp in den Ereignissen nach dem Fall der Mauer. Sie dient damit als Leitfaden für die Lektüre der Quellen. Nach einer Kurzzusammenfassung der einzelnen Dokumente folgen in chronologischer Ordnung selektionierte Telegramme, Briefe, Hintergrundberichte, Gesprächsprotokolle und Informationsnotizen. Für das Buch wurden die 63 Dokumente auf Englisch übersetzt. In der Datenbank dodis.ch finden sich ergänzend die Faksimile (in Originalsprache) sowie zusätzliche Dokumente und biografische Informationen zu erwähnten Persönlichkeiten.

Die Dokumente setzen im Herbst 1989 ein, als immer mehr ostdeutsche Bürgerinnen und Bürger in Massenkundgebungen mehr Freiheiten forderten und in Scharen versuchten, die Deutsche Demokratische Republik (DDR) in Richtung Westen zu verlassen. Einen ersten Schwerpunkt des Buches bilden die internationalen Reaktionen auf den Entscheid der DDR-Regierung vom 9. November 1989, die Grenzübergänge nach Westberlin zu öffnen. Informationstelegramme ausländischer Diplomaten in Ostberlin und in der Bundesrepublik Deutschland (BRD) an ihre Regierungen, politische Hintergrundanalysen sowie das Protokoll eines Telefongesprächs zwischen Bundeskanzler Helmut Kohl und US-Präsident George H. W. Bush vermitteln die Aufbruchsstimmung in Berlin und die Spekulationen über die Zukunft der DDR auf eindruckliche Weise (Dok. 6–22).

Wie die ausgewählten Dokumente zeigen, stand die Möglichkeit einer deut-

schen Wiedervereinigung bereits früh im Raum. Sie konkretisierte sich schlagartig, nachdem Helmut Kohl am 28. November seinen Zehnpunkteplan vorlegte. Sein Angebot, das Zusammenwachsen der beiden deutschen Staaten mit Wirtschaftshilfe an die DDR zu unterstützen, wenn Letztere dafür zu demokratischen und wirtschaftlichen Reformen bereit sei, wurde in der BRD weitgehend positiv aufgenommen, jedoch von der DDR-Führung kritisiert. Neben der unterschiedlichen Einordnung der Ereignisse in Deutschland geben die selektionierten Quellen insbesondere Einblick in die aussenpolitischen Prioritäten und Strategien einzelner Regierungen während des Wiedervereinigungsprozesses. So verdeutlichen sie beispielsweise die frühe Unterstützung der deutschen Einheit durch die Bush-Administration, die eng mit der BRD-Regierung zusammenarbeitete. Berichte von BRD-Vertretern fokussieren auf die Positionen anderer Regierungen und auf die Möglichkeiten, diese im Hinblick auf die Wiedervereinigung positiv zu beeinflussen (Dok. 21, 27–28, 32, 40).

Kohls Stufenplan zur Vereinigung Deutschlands stiess nicht nur auf Zustimmung. Zwar wurde das Selbstbestimmungsrecht der ost- und westdeutschen Bürgerinnen und Bürger weitgehend akzeptiert. Die internationalen Positionen zur Frage der deutschen Wiedervereinigung wurden jedoch von zwei Hauptbedenken geprägt. Erstens ging es um die Blockzugehörigkeit eines deutschen Einheitsstaates. In der Frage, ob das vereinigte Deutschland Mitglied der North Atlantic Treaty Organization (NATO) sein würde, vertraten die Supermächte und ihre jeweiligen Verbündeten entgegengesetzte Positionen. Der Widerstand gegen die NATO-Mitgliedschaft Deutschlands dominiert denn auch die drei ausgewählten Dokumente aus der ehemaligen Sowjetunion (Dok. 42–43, 47). An diese Frage gekop-



pelt waren zweitens auch Bedenken, dass die Wiedervereinigung Deutschlands die Stabilität Europas gefährden könnte. Einige Regierungen fürchteten die Grösse und Wirtschaftsmacht des vereinigten Deutschlands und ein mögliches Neuerstarken des deutschen Nationalismus, was zu einem erneuten Drang nach territorialer Ausbreitung bis hin zu einem ›Vierten Reich‹ führen könnte. Die Besorgnis um die Stabilität Europas führte denn auch dazu, dass Grossbritannien (Dok. 20, 29) in der Frage der deutschen Wiedervereinigung deutlich zurückhaltender war als die USA. Dasselbe gilt auch für Frankreich, dessen Position aus Berichten ausländischer Diplomaten hervorgeht (zum Beispiel Dok. 27). Da die politische und wirtschaftliche Lage in der DDR immer instabiler wurde, sprach sich deren Regierung ab Ende Januar 1990 ebenfalls für die Wiedervereinigung aus. Als ehemalige Besatzungsmächte nach dem Zweiten Weltkrieg spielten die USA, Grossbritannien, Frankreich und die Sowjetunion im Rahmen der sogenannten Zwei-plus-vier-Verhandlungen über die deutsche Einheit eine wichtige Rolle.

Ein zentraler Verdienst des vorliegenden Buches ist es, auch kleineren Akteuren eine Stimme zu geben. Aus den polnischen Dokumenten geht die Besorgnis hervor, eine Garantie für die Respektierung der aktuellen Grenze zwischen der DDR und Polen entlang der Oder und Neisse zu erhalten (Dok. 17, 23, 33, 63). Die Grenzfrage wartete seit dem Ende des Zweiten Weltkrieges auf eine internationale Regelung. Die kanadische Regierung, welche Truppen in Westdeutschland stationiert hatte, versuchte, über die NATO Zugang zu den Verhandlungen über die deutsche Wiedervereinigung zu bekommen (Dok. 37, 41). Holländische Botschaftsvertreter schickten ihrer Regierung lebhaftere Schilderungen der Lage (Dok. 4, 15, 54). Für Österreich hatte die Stabili-

tät Europas erste Priorität (Dok. 10, 24). Türkische Vertreter informierten faktisch und hielten sich mit Interpretationen zurück (Dok. 11–12, 50–53). Die ausgewählten Dokumente aus der Schweiz beinhalten Lageanalysen und berichten über Kontakte mit ostdeutschen Botschaftsvertretern (Dok. 14, 36, 44, 46, 62). Israeli-sche Diplomaten konzentrierten sich auf die bilateralen Beziehungen mit der DDR und machten die Anerkennung der Schuld für den Holocaust zur Bedingung für die Aufnahme diplomatischer Beziehungen – auch als die meisten anderen Regierungen bereits von der deutschen Einheit als Tatsache ausgingen (Dok. 3, 18, 26, 39, 45, 55). Am 1. Juli 1990 trat die Wirtschafts-, Währungs- und Sozialunion zwischen der DDR und der BRD in Kraft. Kurz darauf gab die sowjetische Führung unter Michail Gorbatschow ihren Widerstand gegen die NATO-Mitgliedschaft des vereinten Deutschlands auf, was den Weg für die Wiedervereinigung ebnete. Am 3. Oktober 1990, weniger als ein Jahr nach dem Fall der Berliner Mauer, war diese Realität. Die Bemühungen der Herausgeber, auch die Sichtweisen der Regierungen von Staaten wie Frankreich und Italien abzubilden, die an diesem Editionsprojekt nicht beteiligt waren, sind positiv hervorzuheben. Inwiefern die in den Quellen beobachteten nationalen Unterschiede die verschiedenen Interessen der Staaten widerspiegeln oder durch die Auswahl der Dokumente mitbedingt sind, wird hingegen nicht ganz klar. Die jeweiligen nationalen Herausgeberschaften scheinen nämlich bei der Selektion der Dokumente unterschiedliche Schwerpunkte gesetzt zu haben. Aus diesem Grund wären zusätzliche methodische Anmerkungen wünschenswert gewesen. Diese hätten auch den Nichteinbezug von Dokumenten aus zentralen beteiligten Staaten wie etwa der ehemaligen DDR diskutieren können. Zudem hätte angesichts der rasanten po-

litischen Veränderungen und der Vielzahl von Standpunkten und Perspektiven eine vertiefte Kontextualisierung der Dokumente in der Einleitung oder in erklärenden Fussnoten einem breiteren Publikum den Zugang zu den Quellen wesentlich erleichtert. Nichtsdestoweniger handelt es sich um ein sehr gelungenes Editionsprojekt. Die vielseitigen Dokumente bieten einen spannenden Einblick in eine von Aufbruch geprägte Zeit und verdeutlichen, dass die Wiedervereinigung Deutschlands keine Selbstverständlichkeit war. Angesichts der anhaltenden politischen und wirtschaftlichen Unterschiede zwischen dem Westen und dem Osten Deutschlands ist dies von grosser aktueller Bedeutung.

*Sabina Widmer (Lausanne)*